

ASSISES DE L'UNR-UDT À LILLE

26 NOVEMBRE 1967

Mots-clés : Assises de Lille (1967) - Élections législatives de 1967 - Gaullisme - Jeunesse - Parti communiste - Républicains indépendants - UNR-UDT

Lieux : Chine - URSS

Les assises de l'UNR-UDT ont lieu du vendredi 24 au dimanche 26 novembre 1967 à Lille. Entre 4 000 et 5 000 délégués sont présents. Georges Pompidou s'y rend le samedi 25 en fin d'après-midi. Il participe à la dernière séance plénière, le dimanche à partir de 15h00, et les assises se clôturent à 16h20. Comme le précise le compte rendu des assises (document de 39 pages, non retranscrit mais disponible à l'Institut Georges Pompidou), « M. le Premier ministre a quitté Lille-Lesquin à 17h43, à bord d'un avion ministériel, accompagné de MM. Edgar Faure, Frey, Guichard, Chaban-Delmas et Madame. »

À propos de ce document

L'Institut Georges Pompidou, association reconnue d'utilité publique, consacre ses efforts à la recherche sur l'activité de Georges Pompidou comme Premier ministre et comme président de la République, par le biais de colloques, de publications et de documentation en ligne, dans le cadre d'un partenariat étroit avec les Archives nationales.

L'Institut a entamé la saisie systématique des discours de Georges Pompidou, dont il possède une collection presque complète (environ 1 mètre linéaire). Il s'agit de photocopies des originaux déposés aux Archives nationales, fonds présidentiel 5AG2, cartons 1086 à 1091. Certains textes peuvent se révéler incomplets ou partiellement lisibles. Les textes des discours prononcés à l'Assemblée nationale proviennent des compte rendus des débats publiés par le Journal officiel et disponibles en ligne sur le site des archives de l'Assemblée nationale (<http://archives.assemblee-nationale.fr/>).

Ces discours font l'objet d'un travail éditorial. Il s'agit d'une part de leur description par un jeu de mots-clés indexant les thèmes abordés. Il s'agit d'autre part d'une transcription à fins de consultation et de recherche : se reporter à nos originaux pour les éventuelles marques de correction ou encore pour la mise en page d'origine.

Contact :



Institut Georges Pompidou - 6 rue Beaubourg - 75004 Paris

Voilà que s'achèvent, dans cette vieille et glorieuse cité de Lille, associée si étroitement depuis trois cent ans au moins aux grandeurs et aux misères de la France, les importantes Assises qui ont présidé à la transformation et à l'élargissement de l'UNR-UDT. Ce n'est pas par hasard que vous avez choisi de les tenir à Lille, ville où est né le général de Gaulle. De quoi s'agit-il en effet aujourd'hui, sinon de rassembler tous ceux qui soutiennent sa politique et participent à son action ?

Certes le président de la République est l'homme de la nation tout entière et n'a pas à patronner notre réunion. Mais je puis vous apporter l'assurance qu'il en suit le déroulement avec attention et avec sympathie.

J'ai lu, il est vrai - vous avez lu comme moi - que ces Assises s'ouvraient sous le signe de l'après-gaullisme. Rien de plus choquant que ces spéculations sur la disparition du général de Gaulle, que l'espoir étalé dans une certaine presse étrangère, et hélas aussi parfois française, que ce grand empêcheur de danser en rond pourrait quitter la scène. Alors, oui alors, enfin, la France rentrerait dans le rang et dans l'obéissance ; alors, oui alors, enfin, les jeux de la politique partisane pourraient reprendre de plus belle. Et déjà se concertent ou s'affrontent ceux qui rêvent d'une majorité liée au parti communiste, ceux qui s'imaginent que la Fédération pourrait se tourner vers le centre de la droite dite libérale, ceux qui pour reconforter les débris infortunés de formations politiques en voie de disparition leur prédisent l'heure inéluctable de la résurrection, sans parler de tous ceux qui mettent [*ligne manquante*].

J'en vois, pour ma part, le motif dans les événements politiques survenus depuis les Assises que l'UNR-UDT a tenues à Nice en 1963, je veux dire essentiellement l'élection présidentielle de 1965 et les élections législatives de mars 1967.

Alors qu'en 1962, en dehors de l'UNR-UDT, toutes les formations politiques sans exception avaient recommandé le non au référendum, et que seules quelques personnalités isolées s'étaient manifestées favorables à l'élection du président de la République au suffrage universel, des ralliements sont intervenus depuis, aussi bien aux institutions qu'à la politique même de de Gaulle. C'est le cas de modérés groupés sous le sigle des Républicains indépendants, c'est le cas d'une partie des Républicains populaires, c'est le cas de diverses formations qui se réclament de la gauche. Inversement, les élections de 1965 et 1967 ont montré que l'opposition avait regroupé ses forces, que l'hostilité à de Gaulle conduisait des éléments allant de l'extrême-gauche à l'extrême-droite, à s'entendre non pas seulement l'espace d'un moment sur une réponse à un référendum, mais pour élire, donc porter au pouvoir des hommes, seraient-ils communistes ou d'extrême droite, pourvu qu'ils soient hostiles au gaullisme, de même qu'on a vu M. Waldeck Rochet et M. Tixier-Vignancour soutenir le même candidat au second tour de l'élection présidentielle.

Il apparaissait donc nécessaire à la fois d'organiser des structures qui permettent d'accueillir de façon large et souple des éléments politiques extérieurs à l'UNR-UDT, de développer dans le pays l'offensive du gaullisme contre une opposition hétéroclite par ses origines comme par ses objectifs mais déterminée dans son action destructrice, de rénover enfin les cadres et les méthodes pour

atteindre les jeunes générations à qui le gaullisme historique est étranger et qui cherchent leur voie.

C'est ce que pour ma part et dans mon rôle j'ai cherché à préparer lors des élections dernières en créant, avec le plein accord du chef d'État, le comité d'action pour la V^e République et en faisant prévaloir la candidature unique. Cette tentative d'unifier l'action de toutes les forces gaullistes n'était peut-être pas la plus habile sur le plan électoral, mais elle témoignait clairement et de la convergence de nos vues sur l'essentiel et de la capacité que nous avons, que nous avons seuls, que nous avons seuls encore aujourd'hui de dégager à l'Assemblée une majorité capable de soutenir une politique, donc de prétendre à participer au gouvernement de la France. Et c'est pourquoi il est plus que jamais nécessaire que cette cohésion ne puisse être mise en doute et que l'affirmation par chacun de sa personnalité ou d'un droit à la concertation que nul ne conteste ne puisse jamais donner prise au doute ni occasion de manœuvres à l'opposition.

Ailleurs, il n'y avait et il n'y a que confusion, absence totale de programme – on le voit bien – divergence sur tous les grands problèmes – on le sait bien – ailleurs on ne débouche que sur le désordre de la V^e République ou sur le triomphe du plus fort, du plus nombreux, du plus déterminé, je veux dire le parti communiste. Et c'est pourquoi j'ai affirmé à la tribune de l'Assemblée notre ferme volonté de nous opposer à la prise du pouvoir sous quelque masque que ce soit par le parti communiste. Et cette volonté, je la réaffirme ici clairement. Cela n'a rien à voir avec la politique étrangère de la France. Nous poursuivons et nous continuerons de poursuivre la politique de détente, d'entente et de coopération avec les démocraties populaires comme avec l'Union soviétique. Nous avons reconnu la Chine. Nous condamnons la guerre du Vietnam. Mais cette attitude nous est dictée par notre respect du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, par notre volonté de paix et d'entente entre toutes les nations et non par je ne sais quel penchant pour des régimes totalitaires. Bien au contraire, nous restons convaincus que ces régimes restreignent les libertés, sans être pour autant générateurs d'un progrès économique et social plus rapide ni plus certain.

Alors, je le sais, on parle « d'anti-communisme éculé ». Mais ce qui est éculé pour la France, c'est le communisme, idéologie plus que centenaire et inadaptée à un pays évolué politiquement et économiquement. Ce qui est éculé, c'est par je ne sais quel snobisme bourgeois, d'hésiter à condamner un système qui va contre la tendance évidente des pays développés, y compris de ceux où ce système s'est installé. Il n'y a jamais rien d'éculé dans le bon sens. Or, le bon sens nous dit qu'en France les communistes au pouvoir, cela veut dire la fin de la politique d'indépendance, politique qui n'a pas eu pour but de nous faire changer de maître, cela veut dire un appareil d'état pesant et bureaucratique conduisant inmanquablement au parti unique, cela veut dire le ralentissement du progrès économique et donc fatalement du progrès social. Voilà la vérité. Elle est évidente. Pourquoi hésiterions-nous à la proclamer ?

Nous le devons d'autant plus que le danger n'est pas illusoire et que la haine de De Gaulle dans les vieilles formations politiques de droite et de gauche lui rend un peu de l'acuité qu'il tenait il y a vingt ans de l'impérialisme stalinien. Nous le devons d'autant plus que notre sympathie est tout entière acquise aux aspirations de justice sociale et de transformation de la condition ouvrière qui animent l'immense majorité de ceux qui votent communiste et ne votent communiste que pour affirmer ces revendications.

Car notre dessein n'est nullement de réaliser l'union des conservateurs,

fussent-ils éclairés ; notre dessein, c'est bien au contraire de porter notre effort sur les masses populaires, de rassembler tous ceux qui, par delà leurs intérêts de classe et professionnels, par delà leurs différences d'origine et leurs préoccupations particulières, sont d'accord avec nous sur les grands objectifs que nous nous sommes assignés, je veux dire la défense des institutions de la V^e République, une politique extérieure fondée sur l'indépendance nationale, et demain sur l'indépendance européenne, sur le rapprochement avec tous les peuples, la sauvegarde de la paix, l'aide des pays riches aux pays sous-développés, et à l'intérieur le progrès, progrès économique par la rénovation de nos structures, progrès sociale par la défense des déshérités, l'élévation du niveau de vie des travailleurs et leur association aux profits du capital.

Certes nous ne prétendons rien renier de l'héritage du passé. La France est un vieux pays et nous revendiquons tout ce qu'elle a accumulé de culture, d'équilibre, de sagesse. Mais c'est vers l'avenir que nous sommes tournés, c'est-à-dire vers la rénovation et vers la justice. Nous affirmons notre indépendance nationale, mais jamais la France n'a moins été repliée sur elle-même, jamais son prestige moral et donc son influence politique n'ont davantage rayonné sur le monde. Nous affirmons l'autorité de l'État et la nécessaire unité de direction à sa tête. Mais jamais notre pays n'a été plus libre, ni le peuple plus directement associé à la conduite de ses affaires. Nous affirmons la nécessité d'une gestion financière et économique saine et rigoureuse. Mais jamais gouvernement n'a attaché autant d'importance à la protection sociale, ne s'est jamais à ce point préoccupé d'assurer à tous des conditions de vie convenables, ce qui veut dire l'éducation nationale mise largement à la portée de tous, une politique active de l'emploi, une participation accrue des travailleurs aux résultats de l'expansion, l'aide à la famille, la sécurité pour la vieillesse.

Où cela devrait-il être dit plus clairement qu'à Lille, capitale de cette région du Nord qui ressent toutes les difficultés des grandes mutations économiques et à qui sa population laborieuse et sa situation géographique doivent permettre de jouer un rôle essentiel dans la France et dans l'Europe de demain ?

Il est comique, avouez-le, d'entendre dire que nous représentons la droite conservatrice, alors que nous bousculons chaque jour toutes les vieilles structures, et de se l'entendre dire par des hommes et des partis qui ont incarné et d'ailleurs gouverné la France sclérosée d'hier, et ne proposent pour leur action future que les recettes du passé.

C'est dire que le mouvement se doit d'être largement ouvert à ceux, sans exception, qui ont tiré la leçon des dernières vingt années et sont d'accord avec nous sur les directions de l'avenir. Tous, sans rien renier de leur personnalité, sans trahir les familles spirituelles auxquelles ils ont appartenu ou appartiennent encore, sont appelés à unir leur action à la nôtre. Nous ne prétendons par avoir l'exclusivité de quoi que ce soit, qu'il s'agisse de gaullisme ou de la V^e République. Si d'autres formations désirent affirmer avec éclat leur attachement à ces institutions, nous nous en réjouissons. Si d'autres formations proclament leur soutien à la politique du général de Gaulle, nous applaudissons. Mais soyons sincères et si possible clairvoyants : y a-t-il en dehors de nous, une seule formation politique représentant un secteur notable de l'opinion qui ait, à ce jour, exprimé clairement et sans détour cet accord ?

Alors, de grâce, assez de procès d'intention. Laissons à nos adversaires le soin de combattre le gouvernement du général de Gaulle, d'attaquer ceux qu'il a librement choisis pour leur confier des responsabilités. Qu'il y ait, entre nous, des

différences, qui le nierait ? Il ne s'agit pas de nous couler tous dans le même moule. Il ne s'agit pas de fabriquer une armée de robots. Il s'agit de mettre l'accent non sur ce qui nous différencie, mais sur ce qui nous réunit, il s'agit de regrouper et non pas de diviser.

Mais par delà l'appel à des hommes issus d'autres familles politiques, le sens de ces Assises selon moi est d'ouvrir largement notre mouvement à la jeunesse. Non pas qu'il s'agisse de renier l'action passée, ni d'éliminer ceux qui depuis 1940 ont successivement lutté pour la libération de la France d'abord, pour sa rénovation ensuite. La France et la V^e République savent ce qu'elles leur doivent et l'on ne construit rien de grand sur l'ingratitude. Au demeurant, les jeunes n'ont pas plus de droit que les autres et la jeunesse politique n'a souvent rien à voir avec l'état-civil. Mais ce serait raisonner comme nos adversaires et admettre comme eux que le gaullisme aura été un intermède, un phénomène transitoire que de ne pas se soucier de la formation des jeunes générations et de ne pas tout entreprendre pour les rallier à nos idées et les convier à participer à notre action.

Pour tous les moins de trente ans, le 18 juin, la France Libre, et la Libération ne sont pas plus actuels que la guerre de 1914. Pour ceux de vingt ans, la IV^e République avec ses misères et parfois ses hontes ne représente qu'une donnée abstraite. Or, ces hommes-là prétendent jouer demain un rôle dans la direction des affaires du pays, avec toutes les ambitions et la fougue de leur âge, renforcée par l'évolution générale qui accélère la montée des nouvelles générations. Ce sont d'ailleurs ces hommes-là pour qui nos aînés et nous-mêmes avons travaillé, afin de leur transmettre une France différente de celle dont nous avons hérité, plus prospère, plus moderne et plus fière.

Nous nous devons donc de faciliter la relève. Nous nous devons de rechercher tous ceux qui s'intéressent à la chose publique, tous ceux qui réfléchissent sur les problèmes que pose au monde moderne une évolution scientifique et technique sans précédent, et de les persuader qu'ils trouveront parmi nous le moyen d'agir et de réaliser leurs ambitions, qu'ils trouveront chez nous les hommes du progrès, les idées de l'avenir. Ainsi, mais ainsi seulement, assurerons-nous la durée du régime et des idées qui ont sauvé notre peuple de la décadence. Ainsi, mais ainsi seulement, pourra se perpétuer l'action du gaullisme. Car le gaullisme, ne l'oublions pas, et la personne la mieux autorisée pour en parler l'a dit en ces termes célèbres, le gaullisme c'est d'abord une certaine idée de la France, non pas passagère, mais éternelle.

C'est donc en nous renouvelant que nous sommes logiques avec nous-même. C'est en nous rajeunissant que nous consolidons l'œuvre accomplie. C'est en nous tournant vers les générations montantes que nous sommes le plus fidèle à la pensée de de Gaulle, qui, dans ce pays si souvent en retard d'une guerre ou d'une idée, a su imposer la politique la plus moderne qui soit, parce que fondée sur une vision prophétique de l'avenir.

Voilà, mes amis, ce que je voulais vous dire, Premier ministre en exercice, j'ai estimé devoir ne pas participer à vos débats intérieurs et réserver mon intervention pour cette journée, qui est celle de la majorité tout entière qui soutient le gouvernement. Mais vous savez bien qu'aujourd'hui, comme hier, comme toujours, je suis à vos côtés de toutes mes forces et de tout mon cœur. L'extraordinaire vitalité de votre congrès, l'ardeur de vos convictions, la liberté avec laquelle elles se sont exprimées, avec laquelle se sont exprimées ce matin tous ceux qui répondant à notre appel sont venus affirmer l'unité d'action gaulliste, constituent la meilleure garantie pour l'avenir de la France, et le plus précieux des encouragements pour les

responsables devant les tâches qui nous attendent.

Ces tâches sont immenses. Il s'agit de construire la France de demain, il s'agit de faire l'Europe, de sauvegarder la paix et d'abord la nôtre, de bâtir une société plus humaine et plus juste. Pour les réaliser, notre pays a besoin du général de Gaulle, mais le général de Gaulle a besoin de vous. Rassemblés autour de lui, accueillez tous ceux qui veulent nous rejoindre, attirez à vous la jeunesse de la France, apportez à celui qui tient en mains les destinées de la patrie l'irremplaçable appui du soutien populaire. L'heure n'est ni au dénigrement, ni à la résignation, ni à la défensive. En avant, avec de Gaulle et pour la France.